

## MÉMORANDUM DU SYNDIDAT

# Pour une presse libre,

### Introduction

L'Algérie s'apprête à vivre un événement politique important, à savoir le lancement des réformes qui toucheront tous les segments de la vie nationale. La perspective de la révision de la loi organique portant code de l'information reste notre préoccupation en tant que corporation.

Pays à l'histoire combien glorieuse et millénaire, pionnier dans le combat libérateur et pour la liberté parmi tous les pays de la rive sud de la Méditerranée, du monde arabe, de l'Afrique et dans le monde émergent depuis toujours, précurseur de la première expérience pluraliste dans ces mêmes sphères géographiques depuis 1988, l'Algérie qui aspire légitimement à un avenir prospère ne peut se permettre, aujourd'hui, d'être à la traîne du mouvement pour la démocratie qui souffle sur le monde. Or, un tel espoir n'est permis que si le pays de Djaout, Yefsah, Hamadi, Boukhezer, Abderrahmani, Aït Mebarek et des dizaines de ces martyrs du devoir se dote enfin de la presse qu'il mérite : libre, moderne et forte et au service exclusif du citoyen et de la nation.

Pour y arriver, nul besoin d'innover : les normes universelles suffisent.

Le droit à l'information est un principe consacré et garanti par les lois de la République. La société algérienne est en droit d'exiger des médias une information honnête, complète, pluraliste et indépendante de toute pression politique, financière ou commerciale. Premiers concernés par la liberté d'informer, la presse, et plus particulièrement le journaliste algérien qui est, depuis avril 2001, otage des amendements du code pénal validés par les deux Chambres parlementaires, à savoir l'Assemblée populaire nationale et le Conseil de la nation. Les deux amendements consignés dans les articles 144-bis et 144-bis 01 prévoient des peines d'emprisonnement allant de trois mois à deux années de prison ferme et des amendes dont l'évaluation est arrêtée avec cette arrière-pensée de provoquer tout simplement le dépôt de bilan de l'entreprise médiatique «ciblée». En vertu de ces deux articles, il suffit en effet qu'un journal soit condamné pour une seule diffamation pour qu'il encoure le risque de se voir infliger une amende allant de 500 000 à 2 500 000 DA.

Pour le journaliste, cela relève tout simplement de l'impossible qu'il puisse payer des amendes aussi lourdes.

De 2004 à 2005, ils sont dix-huit journalistes à être condamnés à la prison ferme. Les jugements variaient entre 2 mois à une année de prison ferme.

L'Algérie qui était citée, jadis, comme exemple et modèle d'ouverture démocratique grâce à la liberté de ton de sa presse a été reléguée, à partir de 2004, à la case «des pays autoritaires», régulièrement interpellée par les institutions internationales pour ses violations répétées du droit à la liberté d'expression et de la presse.

En introduisant expressément dans le code pénal des dispositions relatives au délit de presse, les autorités ont, de fait, rendu caduque la loi 90.03, portant code de l'information qui, quand bien même il était qualifié de «code pénal-bis», avait permis l'extraordinaire ouverture médiatique à l'orée de la décennie 1990.

Il y a là, sans l'ombre d'un doute, une volonté d'entraver l'exercice libre de la profession du journaliste et, partant, l'empêchement dans notre pays de toute expression libre et de l'émergence d'un réel débat démocratique. Les condamnations en série des professionnels des médias, deux cents selon le chiffre annoncé dans le document portant grâce présidentielle du 5 juillet 2005, sont là pour attester, si besoin est, d'une instrumentalisation systématique de l'appareil judiciaire chaque fois qu'un produit journalis-

tique est jugé contrevenant aux normes officiellement établies et concédées en guise de «liberté d'expression».

Aussi, les mesures de «clémence décrétées au profit des journalistes», objet de poursuites judiciaires pour délit de presse, ne sont nullement de nature à restaurer la liberté de la presse en Algérie tant que demeurent lesdites dispositions coercitives du code pénal.

Un constat d'autant plus triste quand il s'agit d'une corporation qui a été particulièrement ciblée par le terrorisme islamiste. Un terrorisme qui a ravi la vie à pas moins de 116 journalistes et assimilés entre 1993 et 1997.

Succédant donc à cette vague meurtrière des années quatre-vingt-dix, le harcèlement judiciaire des journalistes a fini par instaurer un véritable climat de terreur dans les rédactions.

Une sorte d'obligation à «l'autocensure» a fini par gagner y compris les espaces rédactionnels traditionnellement ouverts, libres et au ton osé.

La presse étant par définition un canal d'information en même temps qu'un contre-pouvoir garantissant l'équilibre et la pérennité du fonctionnement démocratique et harmonieux des institutions.

### De la Charte de l'éthique et de la déontologie des journalistes algériens

(...) La responsabilité du journaliste vis-à-vis du public prime sur toute autre responsabilité, en particulier à l'égard de son employeur et des pouvoirs publics.

La mission d'information comporte nécessairement des limites que les journalistes s'imposent et s'appliquent librement. Tel est l'objet de la déclaration des devoirs formulés ici.

Mais les devoirs ne peuvent être effectivement respectés dans l'exercice de la profession que si les conditions concrètes de l'indépendance du journaliste sont réunies. Tel est l'objet de la déclaration des droits qui suit.

Ni loi qui contraint et réprime ni code qui impose et astreint, cette charte de l'éthique et de la déontologie définit un ensemble de règles de conduite basées sur des principes universellement admis. Celles-ci régissent les rapports des journalistes entre eux et entre ces derniers et le public.

Librement acceptées et démocratiquement adoptées, ces règles doivent servir de guide de conduite à la pratique du journalisme.

Un conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie composé de pairs veille au respect de ces principes.

(...) Respecter la vérité quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de la connaître.

-Défendre la liberté d'information, d'opinion, du commentaire et de la critique.

-Séparer l'information du commentaire.  
-Respecter la vie privée des personnes et leur droit à l'image.

-Publier uniquement les informations vérifiées. S'interdire d'altérer l'information. S'efforcer de relater les faits en les situant dans leur contexte.

-S'interdire de diffuser des rumeurs.  
BrahamSAMI

- Rectifier toute information diffusée qui se révèle inexacte.

- Garder le secret professionnel et ne pas divulguer ses sources.

- S'interdire le plagiat, la calomnie, la diffamation et les accusations sans fondement.

- Ne pas confondre le métier de journaliste avec celui de publicitaire ou de propagandiste ; n'accepter aucune consigne, directe ou indirecte, des annonceurs.

- N'accepter de directive rédactionnelle

que des responsables de la rédaction et dans le strict respect de la clause de conscience.

- S'interdire de faire l'apologie, sous quelque forme que ce soit, de la violence, du terrorisme, du crime, du fanatisme, du racisme, du sexisme et de l'intolérance.

- Tout journaliste digne de ce nom, reconnaissant le droit en vigueur dans chaque pays, n'accepte en matière d'honneur professionnel que la juridiction de ses pairs, à l'exclusion de toute ingérence gouvernementale ou autre.

S'interdire de tirer une quelconque faveur d'une situation où sa qualité de journaliste, ses influences et ses relations seraient susceptibles d'être exploitées.

- Ne pas solliciter la place d'un confrère, ne pas provoquer son licenciement ou sa rétrogradation en offrant de travailler à des conditions inférieures.

- Ne pas confondre son rôle avec celui du juge ou du policier.

- Respecter la présomption d'innocence.

- Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents.

### Déclaration des droits

#### Le journaliste a le droit :

- Au libre accès à toutes les sources d'information et le droit d'enquêter librement sur tous les faits qui conditionnent la vie publique. On ne peut lui refuser l'accès aux sources que par exception et en vertu de motifs dûment exprimés.

- A la clause de conscience.

- A l'information de toute décision importante de nature à affecter la vie de l'entreprise.

- A un statut professionnel.

- A la formation continue et au perfectionnement dans le cadre de son travail.

- A des conditions socioprofessionnelles nécessaires à l'exercice de son métier. A un contrat personnel dans le cadre des conventions collectives garantissant la sécurité matérielle et l'indépendance économique.

- A la reconnaissance et au bénéfice du droit d'auteur

Cela étant, il y a lieu de rappeler que l'élection d'un Conseil national d'éthique et de déontologie, en mai 2000, n'a strictement servi à rien et ce, en dépit de la bonne volonté de ses membres et de leur qualités morales comme professionnelles connues et reconnues de tous. Cette expérience aura néanmoins le mérite de montrer qu'une charte et un conseil pour l'éthique, pour être utiles et efficaces, doivent impérativement être intégrés à un dispositif d'ensemble de régulation de la profession qui comprend, selon ce que propose le Syndicat les instances suivantes :

#### Un Conseil supérieur à l'information

Le code de l'information d'avril 1990 a institué le Conseil supérieur de l'information. Une autorité administrative indépendante de régulation qui a sa charge entre autres :

- De garantir l'indépendance et l'impartialité des organes du secteur public de la radiodiffusion sonore et de la télévision ainsi que l'autonomie respective des professions du secteur ;

- de veiller à la qualité des messages ainsi qu'à la défense et à l'illustration de la culture nationale sous toutes ses formes, notamment en matière de production et de diffusion d'œuvres nationales ;

- de veiller à la transparence des règles économiques de fonctionnement des activités d'information ;

- de prévenir par ses décisions, la concentration des titres et organes sous l'influence financière, politique ou idéologique d'un même propriétaire ;

- de fixer par ses décisions, les conditions d'élaboration, d'édition, de production, de

programmation et de diffusion des écrits et émissions relatifs aux campagnes électorales ;

- de se prononcer sur les conflits relatifs à la liberté d'expression et de conscience qui opposent les directeurs des organes d'information à leurs collaborateurs aux fins d'arbitrage amiable ;

- d'exercer, à la demande des intéressés, des prérogatives de conciliation pour les situations conflictuelles inhérentes à la liberté d'expression et au droit des citoyens à l'information, préalablement à l'engagement, par l'une ou l'autre partie au litige, de toute procédure devant les juridictions compétentes ;

- de fixer les règles et de veiller à la répartition équitable des éventuels subventions, aides et subsides accordés par l'Etat aux organes d'information ;

- de veiller au respect des normes en matière de publicité commerciale et de contrôler l'objet, le contenu et les modalités de programmation de l'information publicitaire diffusée par les organes d'information ;

- de veiller à la diffusion et à la distribution de l'information écrite, parlée et télévisuelle à travers les différentes régions du pays ;

- de recueillir auprès des administrations, de tout organe d'information ou entreprise de presse, toutes les informations nécessaires pour s'assurer du respect de leurs obligations respectives. Les renseignements ainsi recueillis par le Conseil ne peuvent être utilisés à d'autres fins qu'à l'accomplissement des missions confiées par la présente loi.

### Une sous-commission chargée de délivrer la carte nationale de presse

Cette sous-commission, qui sera sous tutelle du Conseil supérieur à l'information, est habilitée à délivrer la carte nationale de presse et, éventuellement la retirer, momentanément ou définitivement – cela dépendant du degré de la gravité du cas – sur saisine du Conseil de l'éthique et de déontologie par courrier motivant la sanction. C'est à partir de ce moment, c'est-à-dire qu'une fois mises sur pied les deux instances précitées, qu'un Conseil pour l'éthique et la déontologie trouvera sa raison d'être. Autorité morale déjà, il sera ainsi craint et respecté par tous et, donc, réellement efficace.

### Droits socioprofessionnels

Le Syndicat national des journalistes a pris l'initiative de doter la corporation d'un statut. Entamées en juin 2006, les négociations à ce sujet avec le ministère de la Communication ont donné lieu à l'installation d'une commission mixte entre les deux parties auxquelles se sont associés des experts du ministère du Travail ainsi que d'éminentes personnalités spécialisées en la matière et des professeurs d'université. Le 2 mai 2008, le gouvernement a adopté le décret exécutif portant statut du journaliste. Mais depuis, les textes d'application nécessaires à sa mise en pratique ne sont toujours pas pris par le gouvernement

Par ailleurs, la précarité socioprofessionnelle frappe lourdement la corporation. Le Syndicat national des journalistes a toujours appelé les autorités à combattre le travail en noir, les licenciements abusifs, les pratiques et les agissements d'où qu'ils émanent et quelle que soit leur nature, qui portent atteinte à l'intégrité physique ou morale de la corporation.

De même qu'il a toujours exigé que les autorités publiques conditionnent toute éventuelle aide de l'Etat aux entreprises de presse par le respect de celles-ci à la législation du travail. Le Syndicat ne peut imaginer à ce titre que le Fonds d'aide à la presse, d'une dotation budgétaire de 79 millions de DA, ne bénéficie qu'aux seules entreprises au détriment des employés salariés.